

REPUBLIQUE FRANCAISE

PREFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE,
DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FINANCES

ROUEN, le 13/02/96

Service de l'Environnement et du Cadre de Vie
Affaire suivie par Mme GIEL

Réf: FG/MLB - ☎. 32.76.53.95

Rappeler impérativement les références ci-dessus
Dossier n°9500462

- **ARRÊTÉ** -

LE PREFET,

DE LA REGION DE HAUTE-NORMANDIE

PREFET DE LA SEINE-MARITIME

CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

S.A. HOYER FRANCE
SANDOUVILLE

PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

VU :

La loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 précitée,

L'arrêté préfectoral du 26 février 1988 autorisant la société HOYER FRANCE, dont le siège social est 5 boulevard du Midi à ROUEN, à exploiter une station de lavage de citernes à SANDOUVILLE.

La demande en date du 27 décembre 1994, par laquelle la S.A. HOYER FRANCE a sollicité l'autorisation de s'équiper d'une torchère mobile sur le site de SANDOUVILLE.

Le rapport de l'inspection des Installations Classées en date du 6 septembre 1995.

La délibération du conseil départemental d'hygiène en date du 17 octobre 1995.

Les notifications faites au demandeur les 5 octobre 1995 et 9 NOV. 1995

CONSIDERANT :

Que l'activité exercée par la S.A. HOYER FRANCE à SANDOUVILLE nécessite, pour les conteneurs/citernes de gaz, un dégazage des conteneurs vides puis un traitement de ces gazs par lavage ou incinération,

Que l'exploitant a opté pour la solution d'incinération des gazs par l'implantation d'une torchère au propane capable d'atteindre une température de 1600°C,

Que ce projet permettra de diminuer notablement les émissions olfactives provenant du site,

Qu'il convient, toutefois, de prévoir des procédures d'acceptation des capacités à traiter et d'utilisation de la torchère,

Qu'il y a lieu, en conséquence, de faire application des dispositions prévues par l'article 18 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 susvisé,

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} : La S.A. HOYER FRANCE, dont le siège social est 5 boulevard du Midi à ROUEN est tenue de respecter les prescriptions complémentaires ci-annexées pour l'exploitation d'une torchère sur son site de SANDOUVILLE.

En outre, l'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre III) - parties législatives et réglementaires - du Code du Travail, et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. Sur sa demande, tous renseignements utiles lui seront fournis par l'inspection du travail pour l'application de ces règlements.

ARTICLE 2 : Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement.

ARTICLE 3 : L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées et de l'inspection du travail, de l'inspection des services d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

ARTICLE 4 : En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté pourra faire l'objet des sanctions prévues à l'article 23 de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, le présent arrêté cessera de produire effet si l'établissement n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

ARTICLE 5 : Au cas où la société serait amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration aux services préfectoraux, dans le mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins un mois avant la date de cessation, dans les formes prévues à l'article 34.1 du décret précité du 21 septembre 1977 modifié, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976.

ARTICLE 6: Conformément à l'article 14 de la loi du 19 juillet 1976 susvisée, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 7: Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8: Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le sous-préfet du HAVRE, le maire de SANDOUVILLE, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute-Normandie, les inspecteurs des installations classées, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, les inspecteurs du travail, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de SANDOUVILLE.

Un avis sera inséré aux frais de la société intéressée dans deux journaux d'annonces légales du département.

ROUEN, le 13 FEV. 1996

LE PREFET,
Pour le Préfet, et par délégation,
le Secrétaire Général,
Bruno RAIFAUD

Pour ampliation
L'Adjoint au Chef de Service


Odile LABETTE

Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du : 13 FEV 1996
ROUEN, le :

LE PRÉFET,

Pour le Préfet, et par délégation,
le Secrétaire Général,

Bruno RAFAUD

INCINERATION DES GAZ DES CAPACITES MOBILES VIDES AVANT LAVAGE PAR LA SOCIETE HOYER FRANCE à SANDOUVILLE

I - LISTE DES PRODUITS POUVANT ETRE TRAITES

Les produits suivants, à l'état de traces dans les capacités mobiles, peuvent être traités par incinération (torchère) :

- les gaz de pétrole liquéfiés (GPL),
- les mercaptans,
- les solvants soufrés,
- les amines.

II - CAPACITE MAXIMALE DE TRAITEMENT

Le nombre de capacités mobiles à traiter par incinération est fixé, au maximum, à 300 par an et 4 par jour.

La répartition suivant le type de produit contenu dans ces capacités mobiles doit respecter les maximums ci-dessous :

- gaz de pétrole liquéfié : 165,
- mercaptan : 105,
- solvant soufré + amine : 30.

III - REJETS ATMOSPHERIQUES

Les rejets de SO₂ sont limités en flux à 80 kg par an.

L'exploitant fournit à l'Inspection des Installations Classées, à une fréquence annuelle, le volume des produits incinérés ainsi qu'un bilan des rejets atmosphériques.

III - TRAITEMENT DES CAPACITES MOBILES

La puissance du brûleur est au maximum de 0,5 MW.

Le débit de gaz à traiter est au maximum de 15 m³/h.

La température de flamme est au minimum de 1 400°C et le temps de séjour des gaz à brûler à l'intérieur de la flamme est au minimum d'une seconde.

III.1 - Emplacement et zone de sécurité

La torchère pour le dégazage des capacités mobiles est utilisée dans une zone appropriée, éloignée des capacités en attente.

L'emplacement où la capacité mobile est installée, pour traitement, est matérialisé au sol.

Une zone de sécurité, d'un rayon de 15 m à partir de la torchère, est matérialisée au sol ou par un enclos.

III.2 - Alimentation de la torchère

Les alimentations en gaz de la torchère sont fixes sauf l'extrémité de la tuyauterie raccordée à la capacité à traiter.

Les alimentations en air et propane sont à l'extérieur de la zone de sécurité et sont protégées contre des chocs éventuels.

Les embouts fixés aux extrémités des tuyauteries sont tous différents afin que le branchement de l'un des tuyaux ne puisse s'effectuer que sur une seule alimentation.

Un système de coupure d'alimentation est mis en place à proximité du poste de travail.

IV - PROCEDURES ET FICHES DE SUIVI

IV.1 - Procédure d'utilisation

Une procédure d'utilisation de la torchère est mise en place après validation par l'Inspection des Installations Classées.

Elle prévoit notamment :

- de pousser le gaz des capacités mobiles à traiter par de l'azote,
- de contrôler, en permanence, la pression des gaz d'alimentation afin d'assurer une température constante supérieure à 1 400°C à l'extrémité de la torchère.

IV.2 - Fiche de dégazage

Une fiche de dégazage est mise en place après validation par l'Inspection des Installations Classées.

Elle comprend notamment :

- la date de l'incinération,
- le nom du produit à dégazer avec son identification,
- sa température d'inflammation,
- sa pression avant traitement,
- le nom du transporteur et le numéro de la capacité à traiter,
- la durée d'incinération.

Une fiche est transmise à l'Inspection des Installations Classées, pour chaque nouveau produit traité, accompagnée d'un compte rendu rédigé par l'exploitant.

Un bilan de l'exploitation de ce traitement est transmis, tous les trimestres, à l'Inspection des Installations Classées.

IV.3 - Procédure de traitement

Une procédure de traitement des gaz par incinération est mise en place après validation par l'Inspection des Installations Classées.

Elle définit notamment les différentes phases de branchement des tuyauteries et l'ouverture des vannes d'alimentation.